



**L'Eurasie déchirée. L'impact de Maïdan et des interventions russes en Crimée et dans le Donbass.  
Panorama politique**

Anne de Tinguy

► **To cite this version:**

Anne de Tinguy. L'Eurasie déchirée. L'impact de Maïdan et des interventions russes en Crimée et dans le Donbass. Panorama politique. Les Études du CERI, 2014, n° 210, pp.12-15. hal-04281241

**HAL Id: hal-04281241**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04281241>**

Submitted on 22 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## **L'Eurasie déchirée**

### **L'impact de Maïdan et des interventions russes en Crimée et dans le Donbass**

#### **Panorama politique**

par Anne de Tinguay

Depuis 1991, conflits, crises et révolutions ont été nombreux au sein de l'espace postsoviétique. Aucun d'entre eux n'a eu l'ampleur, la violence, la portée des événements qui se déroulent en Ukraine depuis la fin de 2013. Neuf ans après la révolution orange, les Ukrainiens se sont à nouveau mobilisés, pour dire leur refus d'un régime autoritaire et corrompu : Maïdan confirme la volonté de changement d'une grande partie d'entre eux, leur attachement à l'Europe et à ce qu'elle représente, ainsi que les divergences des trajectoires ukrainienne et russe. Kiev se heurte à l'hostilité totale de Moscou, qui a réagi en annexant la Crimée, puis en soutenant l'insurrection qui se développe dans l'est du pays. Le Kremlin cherche aussi à conforter son projet d'Union économique eurasiatique, quand le conflit meurtrier qui oppose ces deux peuples souvent décrits comme « frères » déchire l'Eurasie.

#### **Maïdan, neuf ans après la révolution orange**

Le 21 novembre 2013, la colère provoquée par la décision du président Ianoukovitch de suspendre les négociations sur l'accord d'association avec l'Union européenne déclenche un mouvement de révolte, au départ spontané et pacifique, qui bénéficie d'un fort soutien au sein de la population. Analysé comme une « euro-révolution », Maïdan va très vite bien au-delà de la question de l'accord d'association. Se référant à ce qu'ils perçoivent être des valeurs européennes, les contestataires protestent contre l'arbitraire, la corruption, la captation des richesses nationales par les élites politiques et les oligarques. Ils réclament une « Ukraine différente, européenne », un Etat de droit. Le pouvoir en place ne résiste pas à cette révolte. Après les tragiques journées des 18-20 février, la Rada destitue le président Ianoukovitch en fuite, met en place un gouvernement intérimaire et vote le retour à la Constitution de 2004 qui limite fortement les pouvoirs présidentiels. Au cours des trois mois qui suivent, ce gouvernement, dont la légitimité est contestée par une partie des Ukrainiens de l'est du pays et par Moscou, est confronté à une terrible épreuve : l'annexion par la Russie d'une partie de son territoire et l'émergence dans les régions orientales (Donbass) d'un mouvement séparatiste. En dépit de ces fortes tensions aggravées par une situation économique et financière très difficile, les élections se tiennent le 25 mai à la date prévue. Porteur d'un projet résolument pro-européen, Petro Porochenko est élu dès le premier tour avec 54,7 % des voix. Les choix faits le 25 mai sont confirmés par les élections législatives du 26 octobre.

Cette alternance se produit dans un contexte d'une extrême complexité. L'Ukraine est confrontée à d'immenses défis, à la tête desquels se place le mouvement séparatiste, dont l'essor s'explique par des facteurs à la fois internes – probablement encouragé par Viktor Ianoukovitch, il est favorisé par la forte identité régionale d'une population traditionnellement tournée vers la Russie voisine – et externes : le soutien apporté par la Russie aux insurgés. Petro Porochenko y répond par une « opération antiterroriste », destinée à reprendre le contrôle du territoire national, et par un plan de « large décentralisation ». L'insurrection reste circonscrite aux régions de Donetsk et de Lougansk, mais la politique de Kiev ne donne pas tous les résultats escomptés. En dépit d'un cessez-le-feu conclu le 5 septembre sous l'égide de l'OSCE, la violence perdure et, après un scrutin illégalement organisé le 2 novembre par les républiques autoproclamées au sein de ces deux régions, le conflit semble s'enliser. Cette guerre meurtrière (4 000 morts) est un formidable facteur de déstabilisation du pays et un obstacle majeur aux nécessaires réformes que le pouvoir s'est engagé à entreprendre.

## **Les réponses de la Russie : le recours à la force en Ukraine...**

L'hostilité de Moscou aux choix ukrainiens est totale. Illustration du continuum qui peut exister entre le *soft* et le *hard power*, sa politique s'appuie sur différents types d'actions. Elle s'articule autour de l'affirmation que le changement de pouvoir en février à Kiev est le fruit d'« un coup d'Etat » fait par « des nationalistes, des néonazis, des russophobes et des antisémites » et que la Russie doit protéger les populations russes et russophones menacées. Par la suite le Kremlin nie toute implication dans le conflit du Donbass, en rejetant la responsabilité sur les autorités de Kiev et sur les Etats occidentaux. Il cherche à peser sur les orientations extérieures de son voisin par le biais de son système politique – il n'y a pas, dit-il, d'alternative à une « fédéralisation » de l'Ukraine – et de ses dépendances économiques, notamment énergétiques, à son égard. Il prend aussi et surtout une décision lourde de conséquences, validée le 1<sup>er</sup> mars par le Conseil de la Fédération : celle d'avoir recours à la force. Le 18 mars, deux jours après un référendum en Crimée – dont la validité est reconnue par la seule Russie –, en violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et des accords que les deux pays avaient signés en 1994 et en 1997, Vladimir Poutine annonce le « rattachement » de la péninsule à la Fédération de Russie. Ce faisant, il remet pour la première fois officiellement en cause les frontières russes de 1991, en affirmant la légitimité de « l'aspiration du monde russe, de la Russie historique, à restaurer son unité ». L'intervention dans le Donbass, facilitée par une longue frontière commune, confirme qu'il ne se sent plus lié par la nécessité de respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Au cours de l'été, au moment où les avancées de ses forces armées semblent pouvoir permettre à Kiev de reprendre le contrôle de son territoire, selon des sources ukrainiennes et occidentales, les infiltrations d'hommes et de matériels militaires russes s'intensifient. La progression des forces armées ukrainiennes est alors stoppée.

Ces événements suscitent en Eurasie de très vives inquiétudes. Certains Etats, ceux qui ont mis en place des régimes aussi autoritaires et corrompus que celui de Viktor Ianoukovitch, perçoivent Maïdan comme un danger. Tous se sentent concernés par le comportement de la Russie. Ils constatent qu'aux yeux de Moscou, le rapport à l'Union européenne est devenu une question centrale et que les règles du jeu ont changé : pour défendre ses intérêts dans ce qu'elle considère être sa sphère d'influence, la Russie est désormais prête à peser de tout son poids sur ses partenaires, apparemment sans se préoccuper des réactions occidentales. A des degrés divers, tous se savent vulnérables (présence de minorités et de bases militaires russes sur le territoire de la plupart d'entre eux, dépendances énergétiques, migrations de travail qui sont des source de transferts financiers, etc), en particulier ceux qui sont confrontés au problème du séparatisme (Moldavie, Géorgie).

## **... et la priorité réaffirmée à l'Union économique eurasiatique**

Parallèlement aux initiatives prises en Ukraine, la Russie tente d'infléchir les politiques de l'Union européenne, notamment les accords d'association en négociation avec plusieurs de ses voisins. Elle continue aussi et surtout à tenter de donner corps à ce qui est depuis 2011 le grand projet de Vladimir Poutine : l'Union économique eurasiatique. Le 5 mars, les chefs d'Etat russe, kazakh et biélorusse confirment leur volonté d'aller de l'avant. Le 29 mai, ils signent à Astana le traité instituant l'Union économique eurasiatique (UEE), qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Des négociations étant en cours avec l'Arménie, le Kirghizstan et le Tadjikistan, un élargissement rapide de l'Union est alors attendu.

La Russie espère rallier à ce projet d'autres pays, y compris ceux qui sont les plus attirés par l'UE. Sur la Moldavie, qui a confirmé son ancrage européen, elle continue à exercer de multiples pressions. Très active dans les médias, elle entretient des liens étroits avec les partis d'opposition, en particulier l'influent parti communiste et le parti socialiste d'Igor Dodon que Vladimir Poutine reçoit au Kremlin

quelques jours avant les élections du 30 novembre. Elle soutient le référendum organisé le 2 février par la Gagaouzie, région de 160 000 habitants qui se prononce à 98 % en faveur de l'Union douanière<sup>1</sup>. Quelques semaines plus tard, elle lève l'embargo sur le vin imposé à la Moldavie pour la seule Gagaouzie. Elle continue en outre à instrumentaliser la question de la Transnistrie, entité sécessionniste sur le territoire de laquelle sont stationnées des forces russes. Certains redoutent une répétition du scénario criméen, d'autres une proposition de réintégration de la Transnistrie au sein de la Moldavie en échange de l'adhésion de celle-ci à l'UEE. Avec la Géorgie, qui a elle aussi fait un choix clair en faveur de l'intégration européenne, la rupture n'est plus totale depuis le départ en 2013 du président Saakachvili. Signe d'une évolution, le soutien à l'accession à l'Union économique eurasiatique y est passé de 11 % à l'automne 2013 à 20 % à l'été 2014. Et la crise politique qui secoue le pays en novembre suggère un possible affaiblissement des forces pro-occidentales. Par le biais entre autres d'une politique d'annexion rampante de l'Abkhazie à laquelle elle propose en octobre une nouvelle alliance, Moscou cherche à peser sur l'évolution géorgienne<sup>2</sup>.

En Arménie et en Azerbaïdjan, la crise ukrainienne a des répercussions différentes mais bien réelles. Alors qu'elle perçoit toujours l'UE comme un partenaire important et comme un modèle de développement, la détérioration des relations russo-européennes force l'Arménie à s'aligner encore davantage sur un grand voisin russe qui est un fournisseur de sécurité dont elle ne peut se passer. La nouvelle vague de violence qui se produit au cours de l'été au Karabakh le lui rappelle. L'accord sur l'énergie du 16 janvier et le vote à l'ONU de la résolution sur la Crimée (cf. *infra*) confirment que sa marge de manœuvre a encore diminué<sup>3</sup>. Grâce à ses richesses en hydrocarbures, l'Azerbaïdjan est moins vulnérable que ses voisins. Les événements d'Ukraine ont néanmoins nourri sa traditionnelle méfiance à l'égard du Kremlin. Bakou sait que la Russie est un acteur incontournable dans le dossier du Karabakh, qu'elle a les moyens de s'ingérer dans ses affaires intérieures et d'alimenter les tensions au sein de la société azerbaïdjanaise. Il réagit par une répression interne accrue.

### La fragmentation de l'espace eurasien

En maniant *hard* et *soft power*, la Russie parviendra-t-elle à imposer dans l'espace eurasien une logique d'intégration ? Les positions prises par les Etats de la région lors du vote le 27 mars à l'Assemblée générale des Nations unies de la résolution sur « l'intégrité territoriale de l'Ukraine » révèlent qu'une autre logique est aussi à l'œuvre : celle de la fragmentation. La Russie n'a été soutenue que par deux de ses partenaires : le Bélarus et l'Arménie. L'Ukraine l'a été par la Moldavie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan se sont abstenus. Le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan n'ont pas pris part au vote.

« En annexant la Crimée », écrit Andreï Gratchev, ancien conseiller de Mikhaïl Gorbatchev (qui a, lui, soutenu l'initiative russe), la Russie a « porté un coup de massue aux relations proches, réellement fraternelles qui lient les deux peuples depuis des siècles » : elle a « perdu l'Ukraine pour longtemps, pour des générations »<sup>4</sup>. L'image de la Russie et les attitudes à l'égard de l'Union économique eurasiatique s'y sont en effet fortement détériorées. La perception de l'Ukraine en Russie s'est elle aussi érodée. Et les deux pays lisent les événements de manières complètement opposées. Alors qu'il

---

<sup>1</sup> Voir Florent Parmentier, *Les Chemins de l'Etat de droit. La voie étroite des pays entre Europe et Russie*, Presses de Sciences Po, 2014.

<sup>2</sup> Marek Matusiak, « The political crisis in Georgia : which way next ? », Varsovie, *OSW Analyses*, 5 novembre 2014.

<sup>3</sup> Laure Delcour, « Faithful but constrained ? Armenia's half-hearted support for Russia's regional integration policies in the post-Soviet space », in David Cadier (dir.), *The Geopolitics of Eurasian Economic Integration*, London School of Economics, 2014, pp. 38-45.

<sup>4</sup> Andreï Gratchev, *Le Passé de la Russie est imprévisible*, Paris, Alma éditeur, 2014, pp. 457-458.

cherchait à inscrire l'Ukraine dans une relation privilégiée qui serait durable, voire définitive, le Kremlin a provoqué le résultat inverse : la confirmation de son choix européen, sa signature le 27 juin de l'accord d'association ainsi que la rupture avec la CEI qu'elle a décidé de quitter en mars. Ses efforts n'ont pourtant pas été complètement vains : le 12 septembre, il a obtenu de Bruxelles le report au 31 décembre 2015 de la mise en application de l'accord UE-Ukraine sur la Zone de libre-échange approfondi et complet<sup>5</sup>. Il reste que le fossé qui sépare les deux pays est aujourd'hui profond et que l'attraction qu'exerce l'UE en Eurasie a été confortée. La Géorgie et la Moldavie, qui avaient paraphé l'accord d'association en novembre 2013, le signent en même temps que l'Ukraine le 27 juin. Toutes trois le ratifient dans les semaines qui suivent. Autre décision hautement symbolique qui est une première en Eurasie : l'Union européenne supprime le régime de visa pour les ressortissants moldaves. Le Kazakhstan est en outre le premier des pays de la région à signer le 8 octobre avec elle un nouvel « Accord de partenariat et de coopération élargi » (en 2013, l'UE représentait 40,8 % de ses échanges commerciaux et 53,5 % de ses exportations).

Que penser dans ce contexte des avancées de l'Union économique eurasiatique mentionnées ci-dessus ? Certains, comme Andreï Gratchev, estiment que la crise ukrainienne lui a porté un coup dont elle ne se relèvera pas<sup>6</sup>. Les incertitudes sont en effet nombreuses. La participation de l'Ukraine, pièce essentielle du dispositif initial, paraît exclue. En dépit de ses efforts, la Russie n'a pas réussi à attirer de nouveaux membres. Et ses partenaires, y compris les plus proches, ont désormais des réserves croissantes à l'égard de ce projet. Ainsi le Kazakhstan, pays qui occupe une place centrale au sein de l'Eurasie, semble aujourd'hui estimer qu'il n'y a pas d'alternative à la mise en place de l'Union – à laquelle il a été historiquement très favorable – mais qu'il importe de la contenir. En mai, au moment de la signature du traité, il a précisé qu'elle n'était pas une union politique, qu'il était opposé à ce qu'elle le devienne, et que « les questions de politique étrangère relevaient de la compétence des Etats »<sup>7</sup>. Dans le dossier ukrainien, il a pris à plusieurs reprises ses distances avec la position russe, rappelant que « son intérêt est que l'Ukraine reste un Etat souverain, stable et indépendant ». Fidèle à sa stratégie multivectorielle, il multiplie par ailleurs les initiatives diplomatiques. Il est entre autres candidat à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour 2017-2018.

\*  
\* \*

Un an après le début de Maïdan, l'issue des événements ne se dessine pas encore, mais il apparaît déjà que les bouleversements qui se sont produits ont eu raison des équilibres régionaux et internationaux qui s'étaient imposés en 1991. Le retour au *statu quo ante* est désormais improbable. Le positionnement des Etats de l'Eurasie entre la Russie et l'Union européenne fait partie des grandes interrogations : devoir s'aligner sur l'une ou sur l'autre ne correspond pas au souhait de la plupart d'entre eux. L'avenir dépendra aussi de la capacité de l'UE à répondre aux immenses attentes des Ukrainiens et des autres nations de la région, et à accompagner les processus de réforme dans les Etats qui ont signé un accord d'association.

<sup>5</sup> Rilka Dragneva, Kataryna Wolczuk, « The EU-Ukraine association agreement and the challenges of inter-regionalism », *Review of Central and East European Law*, n° 39, 2014, pp. 233-242.

<sup>6</sup> « L'Union économique eurasiatique est morte avant même d'être née », écrit Andreï Gratchev dans le chapitre intitulé « La Crimée en échange du Kremlin » (pp. 453-461) : après l'annexion de la Crimée, « les chances de créer une Union économique eurasiatique viable sont réduites à zéro ». Voir Andreï Gratchev, *Le passé de la Russie est imprévisible*, op. cit., pp. 453 et 459.

<sup>7</sup> Voir notamment les déclarations du président Nazarbaev et l'interview de son vice-ministre des Affaires étrangères dans *The Astana Times*, 29 mai 2014.